

Visions du monde et société de l'information : vers un observatoire des sociétés de la connaissance

Véronique Kleck – vkleck@vecam.org

Partout dans le monde, dans toutes nos sociétés, au Nord comme au Sud, la primauté donnée à « l'économique » engendre des déviances dangereuses pour la paix et les droits humains. Les mécanismes de régulation politique, dont le système des Nations Unies, inventés au sortir de la dernière guerre mondiale semblent dramatiquement à apporter une réponse politique aux dérives de l'économie de marché, considérée comme seule et unique réponse aux crises culturelles et politiques que vivent nos sociétés. Tous les Etats connaissent des signes de défaillance des systèmes représentatifs et une défiance des citoyens à l'égard du politique. Abstentionnisme, montées des inégalités et extrême pauvreté, phénomène d'exclusion et de violences des communautés ne sont pas réservés aux pays dits du Sud. Tous les pays du Nord les vivent à des degrés divers et les réponses n'apportent pas les solutions espérées.

L'État et le secteur public sont tous les jours un peu plus affaiblis : y participent les politiques de privatisation censées rendre plus compétitifs des secteurs entiers d'une économie qui s'affiche encore nationale, des compétences décentralisées toujours plus nombreuses sans les ressources publiques correspondantes, des dilutions de l'intérêt public et du bien commun dans des intérêts toujours plus privés, un environnement toujours plus incertain.

Les technologies ne sont pas étrangères à cette situation : elles l'ont en partie générée et aujourd'hui la confortent. Elles ont bouleversé nos rapports au temps et à l'espace, modifié nos représentations du monde et multiplié nos interrogations.

Les usages marchands des technologies reliés à la mondialisation des marchés engendrent une vision globale et uniformisante de cette société de l'information ; la diversité "des" sociétés de l'information est totalement niée. Seule distinction poussée à l'extrême et qui préexistait à la révolution informationnelle sous l'effet des règles du commerce mondial : le Nord se distinguerait du Sud par la fameuse "fracture numérique", alors que les sociétés dites riches et développées du Nord n'échappent pas elles-mêmes à cette forme moderne de l'exclusion prolongement d'une fracture sociale.

Autre caractéristique de cette société de l'information en devenir : la fascination technologique. Le positivisme continue d'influencer nos responsables politiques, désarmés face à la complexité des enjeux mondiaux, à la faiblesse réelle ou vécue de leurs moyens, à la crise de sens globale. La technique semble leur offrir l'horizon de certitude que les idéologies ne sont plus à même de fournir. Au point qu'ils sont persuadés qu'en injectant des technologies dans

tous les recoins de nos politiques publiques - éducation, santé, transport, environnement, développement économique – les solutions à la plupart de nos problèmes surgiront

Le petit “e” que l’on retrouve devant chaque domaine d’intervention publique traduit bien ce pouvoir potentiel attribué à la technologie. Ainsi, nos services publics sont mis à mal sous la pression de la privatisation rendue nécessaire par la dérégulation des marchés. Mais grâce à la “e-administration” ou “e-gouvernement”, nos administrations locales ou nationales deviendraient hautement performantes ! Le système de santé est défaillant dans les pays du Sud, qu’à cela ne tienne, la télémédecine va fournir la réponse...

La vision de cette société de l’information est donc aujourd’hui le reflet des valeurs dominantes : globalisante, uniformisante, technique et économique. La société de l’information telle qu’évoquée dans la plupart des discours institutionnels est un enjeu économique et technologique avant d’être un projet politique et culturel. Et ce, au mépris d’activités et d’usages toujours plus nombreux qui entendent promouvoir d’autres valeurs, autour de pratiques coopératives – telle la communauté du logiciel libre par exemple.

Toutefois, il est essentiel de se rappeler que ces valeurs dominantes sont portées et acceptées par des responsables politiques librement élus pour porter l’intérêt général. Il semble dès lors urgent de revenir à l’essence du politique pour que ces technologies soient des outils au service du développement humain.

Un des moyens permettant ce retour du politique est de communiquer à ces politiques les données d’une réalité sociale, nécessaires à la décision politique éclairée. De ce constat est née l’idée d’une nécessaire réflexion autour des outils d’observation et de représentation de nos sociétés dans un nouveau contexte culturelle et technologique.

Ainsi, observer l’évolution de nos sociétés, face à l’émergence de « nouvelles » sociétés de l’information, ne peut être qu’un acte de responsabilisation. Et s’interroger, à la veille d’un nouveau sommet onusien sur la société de l’information, sur les outils d’observation et d’évaluation des sociétés traversées par les effets de cette révolution informationnelle devient une question éminemment politique.

La question plus générale est de savoir comment donner à voir la « Société de l’information mondiale ». C’est un travail sur la vision de notre monde et sur sa représentation dont il est question à travers cette volonté d’observation de nos sociétés.

Tout l’intérêt de cette approche “d’observation” est de nous obliger à partir non de la technologie et de ses impacts sociétaux, mais de la société, des sociétés telles qu’elles sont aujourd’hui. Revenons encore et toujours aux hommes et aux femmes qui les composent, aux valeurs

universelles, à l'équilibre entre intérêts particuliers et bien commun. Et voyons alors, et seulement alors, comment les technologies peuvent contribuer à rendre ces vies meilleures, si tel est leur pouvoir – ce qui reste une hypothèse à démontrer. C'est ici que la connaissance de tous les acteurs et des pratiques qui entendent promouvoir un usage social des technologies est primordiale. Un observatoire des sociétés de la connaissance doit être conçu comme un outil au service du politique, comme un facteur d'aide au retour du politique.

1. LA VISION DOMINANTE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

À l'heure actuelle, la tendance est de considérer ces technologies comme une nouvelle politique sectorielle et non comme une dimension transversale de toute politique publique devant refléter le bouleversement culturel des pratiques et usages sociaux. Mais ici se pose la question de savoir si une évolution de société est subie ou si elle peut être orientée politiquement pour bénéficier au plus grand nombre.

Le choix est donc à faire entre deux positionnements politiques : soit les politiques publiques accompagnent les potentiels technologiques et en attendent un bénéfice social incertain ; soit elles identifient clairement les besoins des populations qu'elles doivent servir et définissent l'intérêt général puis s'interrogent sur les capacités des technologies à satisfaire ces besoins.

En règle générale, les politiques publiques dans ce champ spécifique aux technologies de l'information et de la communication partent de l'offre technologique et non de la demande sociale¹. Ainsi, il ne s'agit pas de satisfaire des besoins de populations vivant sur un territoire mais de tenter d'insérer une technologie donnée, que l'on présuppose utile, dans un corps social qui aurait des besoins éventuels, nécessairement solvables².

L'approche dominante étant technologique et sectorielle, les politiques publiques se définissent principalement à partir d'indicateurs quantitatifs. La question est davantage « combien » que « comment ».

Pour accentuer l'effet, le « combien » est très généralement orienté vers les infrastructures davantage que sur les usages. À titre d'exemple, si on reprend la célèbre « fracture numérique », les politiques publiques cherchent davantage à équiper un territoire qu'à promouvoir la richesse de ce dernier. Ainsi, les chiffres et mesures recherchés se concentrent sur le nombre d'ordinateurs par nombre d'habitants et le taux de connectivité³.

¹ Curien Nicolas, Muet Pierre Alain, *La société de l'information*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, la Documentation Française, Paris, 2004 ; voir en particulier le chapitre 5 sur les politiques gouvernementales, p55, <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/47.pdf>

² L'exemple du phénomène des SMS dans les pays développés en est une parfaite illustration ; cf. Jacquelin, Laurent, *Les nouveaux pouvoirs de l'internet de la relation*, dans Transversales lettre n°5, <http://grit.agence-revolutions.com/pilotage/index.html> ;

³ Heitzmann Raymond, Lenseigne Fabrice et Roussel Patrice, *Mesure statistique de la société de l'information*, dans Curien Nicolas, Muet Pierre Alain, *La société de l'information*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, la Documentation Française, Paris, 2004 ;

Dès lors, si on se penche sur la cas du Mali par exemple, nous disposons d'une flagrante traduction de la fracture numérique ! Si le nombre d'ordinateurs constitue le critère clé, un abîme sépare le territoire malien de celui des États-Unis ou de la France. En revanche, si le critère d'évaluation choisit est la diversité linguistique des contenus produits ou la capacité des jeunes d'une population à créer ces contenus (ex : contenus produits par population agée de moins de 25 ans), dès lors les Etats-Unis ou la France se retrouvent très loin derrière certains Etats africains. Dans le même esprit, si le pourcentage de sites internet non marchands à usage social direct par la population par rapport au nombre de sites commerciaux devenait un indicateur, où passerait la ligne de fracture numérique ?

Mais ici encore, l'approche quantitative élémentaire rassure : elle entre en cohérence avec une approche du développement par la voie du marché, du commerce et de la fourniture de biens et services. Cette société de l'information s'intègre ainsi parfaitement dans le commerce international.

Le Sommet mondial sur la société de l'information

La première phase du sommet mondial sur la société de l'information – SMSI - qui s'est achevée à Genève en décembre 2003 traduit parfaitement cette approche dominante tant dans sa préparation que dans ses résultats.

Il y avait deux façons de concevoir ce sommet : soit comme un sommet « technico-économique » devant faciliter l'intégration des TICs dans toutes nos sociétés pour permettre la croissance économique par l'ouverture de nouveaux marchés ; soit comme un sommet « politico-culturel » devant construire un projet de société pour un monde plus responsable et solidaire.

La réponse fut donnée par le choix de l'institution onusienne organisatrice de ce sommet : c'est l'UIT, l'Union Internationale des Télécommunications qui fut chargée du SMSI au détriment de l'UNESCO. L'union des opérateurs de télécommunications et non l'organisation mondiale pour la culture et l'éducation.

Le signe que devrait adresser ce sommet à l'humanité – actuellement totalement désintéressée par cette « société de l'information »-, n'était pas tant un plan de lutte contre la fracture numérique que l'affirmation du primat du politique sur l'économique. Il ne s'agissait pas tant de parler d'informations et de communications que de sociétés, de savoirs, de connaissances et de leur partage !

Ce SMSI a donc validé l'approche sectorielle et le fait qu'aux côtés de nos sociétés telles qu'elles sont dans la réalité vécue se juxtaposait une autre société : une société de l'information

« virtuelle », en devenir, que nos représentants politiques aidés de leurs experts s'employaient à construire.

C'est pourquoi les résultats politiques du sommet ont été considérés comme décevants. On a pu constater une très faible participation des politiques – une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, majoritairement africains et/ou arabes - à ce sommet considéré avant tout comme « technique ». La déclaration et le plan d'action - même si un certain nombre d'avancées ont pu être faites (insertion des droits de l'homme, des logiciels libres, de la diversité culturelle) - traduisent l'approche dominante dans sa volonté d'équiper d'ordinateurs la planète toute entière⁴. Toutefois, le SMSI aura eu le mérite de tenter de sortir le débat sur la société de l'information du champ de l'expertise et de permettre à certains réseaux de la société civile impliqués d'approfondir leur vision alternative et solidaire de ces sociétés de l'information. Et surtout de s'identifier et de mieux travailler ensemble à l'échelle mondiale. En revanche, il n'aura pas permis, loin s'en faut, de porter un véritable débat sociétal.

Limites et dangers de l'approche dominante : vers une approche socio-culturelle

En dehors des cercles alter mondialistes, il existe très peu de contestation de l'approche dominante et encore moins, bien sur, de remise en cause des indicateurs quantitatifs traditionnels. Il est toutefois indispensable d'identifier et de s'inspirer de ces rares mais au combien salutaires contributions.

Prenons simplement ici la mesure de l'enjeu : à travers ces remises en cause, même limitées, de l'étroitesse de certains indicateurs, on constate que c'est bien la vision politique qui change.

Il y aurait alors ici une visée stratégique dans la redéfinition des indicateurs des sociétés de la connaissance. Ainsi pour faire évoluer cette vision dominante du tout économique, il conviendrait de créer de nouveaux indicateurs qui donneraient une définition transformée de « la société de l'information ». On pourrait alors rendre cette société de l'information plurielle – « des » sociétés – et se concentrer sur le « social » et non sur le technologique. Par le questionnement des indicateurs existants, par la création de nouveaux indicateurs, on donnerait à connaître une autre société, bien réelle ; des politiques publiques se mettraient en cohérence avec cette réalité sociale et en viendraient à questionner le modèle dominant.

Il faut donc cesser de prendre le problème à l'envers et cette réflexion sur les indicateurs peut nous le permettre. La question est « que veut-on promouvoir comme valeurs et que veut-on construire comme société » puis, « quels sont les moyens qui nous le permettent » ?

⁴ Raboy, Marc et Landry, Normand, *La communication au cœur de la gouvernance mondiale, enjeux et perspectives de la société civile au SMSI*, Université de Montréal, mai 2004, <http://www.lrpc.umontreal.ca/smsirapport.pdf>

L'urgence immédiate est de corriger la manière d'aborder les technologies de l'information et de la communication. Il faut cesser de vouloir plaquer, par le haut, ces outils sur la société telle qu'elle est ; cette approche dissocie le social du technologique, le politique de l'économique et privilégie trop exclusivement la solvabilité des usagers et les retours sur investissement. L'équipement des publics et des structures en informatique et connectique ne suffit pas à lui seul à créer du lien social. Pour reprendre l'expression d'Alain d'Iribarne, ces technologies doivent s'enraciner dans un " humus culturel et social " ⁵.

Car « l'humanité a communiqué pendant des milliers d'années ; chaque interaction sociale se base sur des langages communs et sur la sédimentation culturelle, sur des rituels complexes et sur des us et coutumes sociaux. C'est ainsi que si les médias interactifs arrivent à s'aligner, en quelque sorte, avec ces dynamiques, alors ils peuvent se montrer extrêmement utiles. Si, au contraire, ils cherchent à imposer des nouveaux comportements sans considérer la complexité des formes de communication humaines, alors ils peuvent en perdre leur richesse...Ainsi, les nouvelles technologies, pour être efficaces, doivent considérer l'utilisateur et le garder au centre de l'univers qu'elles créent: les nouvelles technologies doivent apprendre des vieilles dynamiques sociales pour être efficaces » ⁶.

2. VERS UNE NOUVELLE REPRESENTATION DE NOTRE MONDE

Si on recherche les observatoires et bases de données existantes – sans prétendre à nulle exhaustivité - il est possible de distinguer deux grands types de « familles » permettant de donner à voir la ou les sociétés de l'information.

La première famille est celle qui entre dans cette société de l'information par la mesure des infrastructures. Ici, la question de la mesure de la société de l'information est principalement réduite à la mesure du développement des infrastructures, ou des capacités d'un pays à s'en doter.

Ainsi les indicateurs utilisés concernent par exemple le nombre de lignes téléphoniques pour 100 habitants, les services de la téléphonie mobile pour 100 habitants, le nombre de PC pour 100 habitants et enfin, le nombre des utilisateurs d'internet en % de la population.

Ces indicateurs constituent la référence principale des études en matière de télécommunication. L'indicateur du nombre de lignes téléphoniques est ainsi publié depuis 1960 par l'UIT et a constitué la référence principale pour les analyses portant sur les fossés qui séparent les pays ⁷.

⁵ D'Iribarne, Alain, *Les Technologies de l'information dans la cité: vie participative et citoyenneté*, dans *Transversales Sciences/Culture* - Paris, N°29, mai-juin 1996, pp.27-29.

⁶ Casalegno, Federico, *L'universel avec tonalité. Dynamiques de communication dans les environnements multimedia d'apprentissage*, dans *Sociétés* n°79, 2/2003, De Boeck éditeur, Techno-communication, <http://www.media.mit.edu/~federico>

⁷ Soupizet, Jean-François, *La fracture numérique : mesure et spécificités*, dans *NetSuds* n°2, août 2004 - <http://www.africanti.org/Revue%20Netsuds/> ;

Ce sont le plus souvent des organismes publics dotés de moyens financiers et humains importants qui composent cette « famille ». Outre les données de l'UIT⁸, on trouve celles de l'Union européenne dans le cadre du programme e-Europe⁹.

Certains observatoires ou bases de données dépassent ces indicateurs et recherchent à prendre en compte les capacités d'utilisation et des éléments de l'environnement économique, légal et politique du pays observés. C'est le cas pour les différentes mesures de la « e-readiness »¹⁰ ou celles développées par le Centre pour le Développement International à l'Université d'Harvard¹¹ ou encore du projet « Scan ICT » de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en collaboration avec l'Institut de Recherche et Développement Canadien¹².

Dans le même sens, on retrouve deux études d'Orbicom, réseau international des chaires UNESCO en communication : « Observatoire de la fracture numérique » ainsi que, pour le continent asiatique, le « digital review of Asia Pacific ». L'objectif affiché de ces études est d'aller au delà des seuls critères de connectivité pour mesurer la fracture numérique. Les auteurs tentent de dépasser les données d'équipement et s'attaquent au difficile dossier des capacités d'usage d'une population ; l'étude propose des méthodes de calcul pour mesurer « l'info état » d'un pays donné, résultat d'une différence entre « info densité » (équipement) et « info utilisation » qui tente de calculer le réel degré d'appropriation des outils par la population. Mais le rapport met en évidence les sérieuses lacunes en ce qui concerne la disponibilité des statistiques sur les habilités et les connaissances pratiques des TIC. Le rapport se veut un appel pour qu'un effort international concerté voit le jour afin de remédier à celles-ci¹³.

La deuxième famille est celle qui complète cette approche en privilégiant les usages et le « comment ». On retrouve ici un grand nombre de monographies et de sites internet portés par des acteurs associatifs ou des collectivités territoriales¹⁴.

Ici encore sans prétendre à aucune exhaustivité, on peut citer quelques exemples :

- l'observatoire de l'Agence de Développement des TICs d'Ile de France, en France, regroupant des informations sur les sites des villes et rassemblant une série d'indicateurs sur les accès publics à internet en Ile de France¹⁵.

⁸ UIT 2002, rapport mondial du développement des Télécommunications, Genève, http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr_02/

⁹ Conseil Européen, résolution 5197/03 du 28 janvier 2003 sur la mise en œuvre du Plan d'Action eEurope 2005, europa.eu.int/comm/enterprise/ict/policy/doc/com_2003_148_fr.pdf et http://europa.eu.int/information_society/basics/measuring/text_en.htm

¹⁰ Que l'on pourrait traduire par « le degré de préparation à l'entrée dans la société de l'information ». Voir Bridges (2001), Comparison of e-Readiness Assessment Models, <http://www.bridges.org/index.html>

¹¹ <http://www.cid.harvard.edu/cr>

¹² <http://www.uneca.org/aisi> ; à noter que cette étude porte sur 6 pays africains et s'appuie sur un réseau de centres de recherche ou d'observatoires existants dans ces pays (par exemple, OSIRIS au Sénégal)

¹³ <http://www.orbicom.uqam.ca>

¹⁴ voir également les exemples donnés dans la bibliographie

¹⁵ Artesi - Agence régionale des technologies et de la société de l'information - Ile de France <http://www.artesi.artesi-idf.com/public/>

- l'observatoire du conseil régional de la Réunion, celui des pays de la Loire en France ou encore l'observatoire du conseil régional de Bretagne « marsouin »¹⁶. Le gouvernement français a souhaité regrouper ces démarches régionales existantes sur un même site¹⁷.
- l'observatoire sénégalais Osiris¹⁸
- l'observatoire des usages de l'internet¹⁹
- À une échelle européenne et régionale, on peut citer l'observatoire *Sourir*, Site d'Observation des Usages Régionaux d'Internet et des Réseaux, réunion de 10 régions européennes²⁰.

Ces démarches sont souvent sectorielles (villes, culture, accès..) et très fragiles dans la durée, leurs pérennités étant soumises à des financements publics et à des changements politiques. Elles souffrent d'un manque de rigueur scientifique (fiabilité des sources, actualisation des données) et des savoirs faire méthodologiques (récolte et organisation des données). Mais elles présentent l'incomparable avantage de donner à connaître de véritables usages des TICs par des individus qui composent une société donnée.

En résumé de cet existant, on peut différencier :

- Une approche macro, privilégiant le quantitatif et le « combien », regroupant des organismes publics à vocation internationale, dotés d'importants moyens mais très distants du terrain et de la réalité sociale ; Ils travaillent sur le long terme, leurs données sont en général fiables et actualisées, les méthodes et outils sont professionnels.
- D'une approche micro, plus sectorielle et territoriale, privilégiant les usages et le « comment », souvent portée par des acteurs locaux, associatifs ou publics, qui *ra-conte* la société de l'information plutôt qu'il ne la *compte*. Ils sont soumis à des contingences politiques et leurs moyens sont limités.

Analyse de ces indicateurs existants

Face à cet état des lieux, la question plus générale est de savoir comment donner à voir la « Société de l'information mondiale ». C'est un travail sur la vision de notre monde et sur sa représentation dont il est question à travers cette volonté d'observation de la société²¹. On peut considérer deux manières de « donner à voir » :

- celle que reflète le travail de la première famille : on quantifie et on classe les pays par rang, à partir de données chiffrées. Cela correspond à une vision idéologique particulière de la société de l'information : il s'agit de voir comment les uns et les autres, pays ou

¹⁶ www.protel.fr, <http://www.synapse.paysdelaloire.fr/Observatoire/Veille+TIC/Synapse+participe/des+r%C3%A9seaux.htm>

<http://www.marsouin.org/>

¹⁷ <http://www.telecom.gouv.fr/regional/index.htm>

¹⁸ www.osiris.sn

¹⁹ <http://www.oui.net/modules/mylinks/topten.php?rate=1>

²⁰ <http://www.sourir.org/>

²¹ Les propos ci-dessous s'inspirent d'une intervention d'Alain D'Iribarne lors d'un séminaire à l'initiative du Gresoc et de l'Ardesi Midi Pyrénées, réunis à Toulouse le 18 mai 2004.

- acteurs, vont se mettre en scène dans cette société de l'information unique. Par ces mesures et ce classement, il s'agit de comparer les pays dans une représentation unique. Ainsi indirectement et/ou inconsciemment on tend vers l'uniformisation des sociétés.
- l'autre approche, celle de la deuxième famille, est celle où la société de l'information n'est pas une mais plurielle : ici, il s'agit de savoir comment on va communiquer au reste du monde, ce que nous sommes nous dans nos spécificités, dans cette société multiple. Toutes les parties du monde sont ici parties prenantes : la société de l'information est mondiale ET locale.

On constate ainsi que nous disposons d'échelles multiples et probablement pertinentes en fonction de la nature des problèmes que l'on veut traiter et de ce que l'on veut montrer.

A l'heure actuelle, nous sommes davantage imprégnés de représentations de cette société de l'information qui sont celles que nous imposent ceux qui disposent du pouvoir médiatique et politique. Tous les indicateurs diffusés quotidiennement dans les médias et par les organismes soit disant experts se rattachent principalement à des critères économiques. Les informations sur cette « société de l'information » qui nous sont données ne reflètent en rien les différentes richesses de l'humanité. La voie ouverte par une remise en cause des indicateurs existants a besoin aujourd'hui d'être explorée.

Approches et visions alternatives

Il existe un certain nombre d'avancées déjà réalisées qui permettraient, si la volonté politique était suffisante, de transformer en profondeur la vision que nous avons de notre monde et les politiques publiques en matière de développement humain²². Ces avancées sont le fait soit d'initiatives publiques et institutionnelles – c'est le cas de la démarche du Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD mais également celui du gouvernement français via son secrétariat d'Etat à l'économie solidaire – soit d'initiatives privées et associatives. Nous donnerons ci-dessous quelques exemples de ces deux approches. Mais seules les plus "institutionnelles" sont connues et celles de la société civile, les plus nombreuses, restent éparses, peu connues et ont besoin d'un effort important de mise en perspective et de fécondation mutuelle pour que l'on puisse pleinement exploiter leur potentiel.

Il est important de noter que l'une des avancées les plus significatives est portée par un programme des Nations Unies, le PNUD. Parallèlement aux travaux du PNUD, les indicateurs de

²² Les développements ci-après sont très largement repris du rapport de Patrick Viveret « Reconsidérer la richesse », la Documentation Française, Paris, 2002

la déclaration du Millenium²³, présentent d'une part l'intérêt de mettre en cohérence l'ensemble des indicateurs utilisés par de nombreuses organisations internationales (Unicef, Unesco, Banque mondiale...) et d'autre part, de rappeler les priorités politiques de nos sociétés mondialisées.

. *Les indicateurs de développement humain du PNUD*

Nous parlons ici des "indicateurs de développement humain" élaborés par le programme des nations Unies pour le développement (PNUD)²⁴. La philosophie générale des "rapports mondiaux sur le développement humain" vise à rétablir le lien entre l'économie et l'éthique.

Nous sommes sur le terrain d'une recherche qui place au premier plan les deux richesses fondamentales oubliées par l'économie dominante : les humains et leur environnement naturel. C'est pourquoi, note le rapport, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinsèquement, mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté". Et si nous remplaçons "les biens" par "les technologies de l'information et de la communication"?

Cette approche, pragmatique et facilement reproductible, présente l'avantage d'inclure la question méthodologique des indicateurs dans celle, plus générale, de l'évaluation à travers les bilans par domaines. Comme le note la philosophe Dominique Meda, elle ne transforme pas tout en prix ou en comptes de patrimoines géants "mais, ayant posé comme principe le caractère multidimensionnel du développement, (elle) élit un certain nombre de domaines qui lui semblent des composantes essentielles de celui ci, en déduit des indicateurs somme toute assez simples et s'astreint à les présenter tous ensemble pour donner une autre image, une autre représentation de la société donnée"²⁵.

. *Le rapport Viveret, « reconsidérer la richesse »*

Autre exemple d'une approche alternative à la vision dominante de nos sociétés, celle portée par le rapport Viveret "Reconsidérer la richesse" ; l'auteur, philosophe et conseiller à la Cour des comptes, nous propose de regarder autrement la réalité, de chausser d'autres lunettes pour ne pas se laisser convaincre que la réalité est naturelle, neutre de représentations mentales. Par exemple que l'économie n'est pas politique, que la richesse se mesure objectivement.

²³ A noter que les indicateurs de la déclaration concernant la société de l'information sont ceux de l'IUT et donc adoptent l'approche quantitative et la vision privilégiant l'équipement au détriment des usages et besoins.

²⁴ Voir également certaines tentatives américaines et japonaises autour du projet de "Net National Welfare" ou indicateurs de bien-être inspirées notamment par James Tobin. Voir également à l'ouvrage de Dominique Meda, Qu'est ce que la richesse, qui rapporte ces deux tentatives ; Dans les deux approches le "Net National Welfare" s'obtient à partir du produit national en lui retranchant des facteurs liés à des dépenses visant à réparer les dommages infligés par la croissance.

²⁵ Meda, Dominique, *Qu'est ce que la richesse ?*, Flammarion, Paris, 1999

En l'espèce, les instruments de mesure de la richesse nationale d'un État – en l'occurrence, la France - ont l'étrange caractéristique de comptabiliser positivement des destructions ; la marée noire de l'Erika, la tempête de décembre 99, les accidents de la route, l'abattage des vaches folles sont favorables à la fameuse croissance du Produit Intérieur Brut. En effet, pourvu que des flux monétaires soient générés, peu importe leur origine. Dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour réparer les voitures endommagées, des cimentiers pour brûler les farines animales, des personnels hospitaliers pour soigner les victimes de la pollution, des employés de pompes funèbres pour enterrer les morts, il y aura de la valeur ajoutée enregistrée dans la comptabilité nationale. Ainsi, nos outils actuels de mesure de la richesse intègrent des comportements dangereux du point de vue du bien commun !

Patrick Viveret conclut par diverses propositions et projets dont la préparation d'un "rapport français sur le développement humain en lien avec le PNUD et la proposition d'un "rapport européen" utilisant la méthodologie des indicateurs de développement humain. La taxation des valeurs détruites et des systèmes de bonification pour les valeurs ajoutées d'utilité sociale, l'intégration des données écologiques, sociales, sanitaires, civiques dans les rapports légaux des entreprises ou plus largement une transformation de la comptabilité nationale prenant en compte les richesses écologiques et humaines sont également dans ses propositions.

Enfin, deux exemples tirés d'initiatives plus associatives et locales : celle du BIP40, ou baromètre des inégalités et de la pauvreté qui entend mesurer régulièrement depuis 1982 par des indicateurs et une méthodologie spécifiques les variations des inégalités dans les pays observés²⁶ ; ou encore la méthodologie SROI – retour social sur les investissements – appliquée dans le cadre du projet Drishtee en Inde²⁷.

Ces quelques exemples ne sont pas isolés. Mais les obstacles au changement de nos représentations sont aujourd'hui les plus forts. Comme le souligne le rapport Viveret, ceux qui auraient intérêt au changement n'en n'ont pas le pouvoir, ni le savoir, ni même l'idée d'ailleurs, par intériorisation inconsciente des représentations. Il s'agit des personnes en situation de précarité, d'exclusion mais aussi des militants, acteurs des secteurs sociaux, politiques, culturels qui ont inscrit leur propre projet alternatif à l'intérieur de l'économisme et qui bornent leur projet à un changement de rapport de forces. Et ceux qui savent et ont le pouvoir, trouvent avantage à maintenir le statu quo. Il s'agit des bénéficiaires financiers et symboliques de la société de marché et de la minorité des nantis.

Entre ces deux catégories, les acteurs publics et les forces associatives au sens large pourraient

²⁶ http://www.bip40.org/fr/article.php?id_article=9 - voir lettre Transversales n°5 <http://grit.agence-revolutions.com/pilotage/index.html> ;

²⁷ <http://www.drishtee.com> et fiche descriptive du projet dans l'Espace Metis de Vecam – www.espacemetis.org

jouer un rôle déterminant s'ils osent sortir d'une vision réductrice. Un des outils donnant à voir une autre représentation de notre monde pourrait être un observatoire des sociétés de la connaissance.

3. VERS UN OBSERVATOIRE DES SOCIÉTÉS DE LA CONNAISSANCE

Observer pour quoi faire ?

L'observatoire des sociétés de la connaissance doit permettre avant tout de mieux comprendre la réalité sociale de nos sociétés confrontées à une mutation culturelle sans précédent. Cette compréhension devrait elle-même permettre d'atteindre trois principaux objectifs :

- promouvoir une nouvelle vision politique
- aider à la décision publique
- capitaliser et échanger les expériences

L'observatoire entend offrir une grille de lecture à tous ceux qui participent à la transformation sociale ; il s'agit ici de mettre en avant une vision de la société, la représentation d'un monde tel qu'il est dans sa réalité vécue avant de promouvoir une vision de la ou des sociétés de l'information.

L'observatoire entend également contribuer à la recherche d'une nouvelle gouvernance démocratique. Par l'identification de nouveaux acteurs on entend faire valoir leur légitimité, celle de l'action et de l'expertise, et de les faire participer à l'élaboration de la décision collective aux côtés des politiques, dont la légitimité repose sur le vote.

Les travaux de l'observatoire doivent être un déclencheur d'action sur le terrain. Il s'agit d'observer pour agir. «Il est nécessaire de disposer d'un système d'indicateurs spécifiques aux aspects clefs de ce phénomène social et technologique, non seulement pour comprendre et suivre son développement mais également pour disposer d'un outil capable d'orienter l'action publique et privée afin de profiter de cette opportunité et de limiter les risques que comporte une transformation de cette envergure »²⁸.

Enfin, l'observatoire permettra de capitaliser et d'échanger les expériences qui sont sources de progrès social et de développement humain. Il conviendra de proposer les outils adéquats à cette volonté mais également de pouvoir observer les changements culturels que ces nouvelles pratiques et outils impliquent. C'est une vision positive des sociétés de la connaissance qu'il s'agit ici de promouvoir en donnant à voir la richesse humaine, son inventivité, sa créativité...Il

²⁸ Bianco Carlos, Lugones Gustavo, Peirano Fernando, *L'autre côté du fossé : regards latino-américains et des Caraïbes sur le SMSI*, mars 2003, <http://www.centroredes.org.ar>

s'agit donc d'identifier et de mutualiser l'innovation sociale pour accompagner la transformation sociale.

Observer quoi

Il s'agit par cet observatoire de rendre compte de l'état des sociétés et des pratiques sociales : nous sommes donc volontairement dans une approche anthropologique et non techniciste.

Dès lors les indicateurs à utiliser ou à concevoir seront davantage ceux qui permettront de « mesurer » des pratiques sociales (à titre d'exemple : dépenses culturelles, consommation d'anti-dépresseurs, nombre de fêtes populaires, indice de pollution, nombre de créations d'associations par an...), indicateurs qui devront être mis en relation avec l'accessibilité et l'appropriation des outils technologiques. Ainsi, on peut ici imaginer concevoir des panels permettant des analyses comparatives entre des écoles connectées et non connectées et le taux respectifs de jeunes femmes diplômées dans ces écoles.

Dans le même esprit, il serait souhaitable de ne pas se censurer et s'interdire de concevoir et d'utiliser des indicateurs pouvant être considérés comme « dérangeants » ou allant à l'encontre de certaines politiques. Il serait par exemple intéressant de pouvoir mesurer la masse financière que représente l'achat de brevets par les pays du sud aux pays du nord et de mettre cette donnée en relation avec le montant de la dette. Ou encore de pouvoir connaître le nombre d'éditions en langue locale des logiciels ou la mise à disposition de polices de caractère en langue locale. Dans le même ordre d'idée, quel serait le ratio entre le montant des investissements R&D et le nombre de brevets déposés pour lutter contre l'obésité et le même montant des investissements R&D et le nombre de brevets déposés pour lutter contre le sida ? Ne serait-il pas utile de comparer les modèles économiques des télécentres en Inde, au Brésil et au Sénégal et leur durée de vie ?

Il s'agit non seulement de rassembler et d'organiser la matière existante sur les usages sociaux et les évolutions sociétales dans une société donnée, mais également et tout particulièrement d'identifier et de valoriser des initiatives qui portent une autre manière de voir, de faire et une inventivité souvent liée aux carences. C'est le cas du projet Drishtee en Inde²⁹.

Drishtee cherche à réduire la fracture numérique en apportant les avantages de la technologie aux communautés indiennes rurales. L'idée est de contourner les intermédiaires pour réduire les coûts d'accès à des services de base. Les services offerts par Drishtee permettent aux villageois d'économiser du temps et de l'argent qu'ils peuvent réinvestir ailleurs. L'amélioration de la vie de

²⁹ <http://www.drishtee.com> et fiche descriptive en français du projet dans l'Espace Metis de Vecam – www.espacemetis.org

ces communautés est visible pour tous les domaines liés aux besoins de base et aux développements de la communauté.

On connaît également l'exemple brésilien qui en équipant les services municipaux de logiciels libres a réalisé un certain montant d'économies dont une partie a été reversé au bénéfice de la campagne contre la faim du Président Lula. Ou encore celui des femmes burkinabés qui ont réussi à vendre leur production de beurre de carité directement en ligne sans passer par les intermédiaires et qui ont réussi ainsi à faire reconnaître leur rôle économique dans la communauté. Les relations sociales et également familiales en ont été transformées.

Observer comment

Les questions qu'il conviendra d'approfondir dans la phase de conception d'un observatoire sont entre autres : selon quelles méthodes, avec quels acteurs et structures ?

La méthodologie est étroitement dépendante du type de production attendue et recherchée ; on peut concevoir trois types de d'ambition :

- une ambition descriptive : on décrit des réalités le moins mal possible et on établit une base quantitative de données
- une ambition interprétative : la description des réalités et la base de données sont soumises à une analyse qualitative pour une tentative d'explication
- une ambition normative : la description et l'interprétation sont complétées d'un jugement ; face aux données récoltées et analysées, on dit ce qui semble positif et négatif dans les faits observés.

L'observatoire dont on souhaite des informations décentralisées qui portent la spécificité du local mais permettant des analyses comparatives peut porter ces trois ambitions.

Dans la phase préalable à l'observation proprement dite, trois questions semblent essentielles :

- Quelles sociétés de référence ?

On devra rechercher des analyses de références des sociétés en question, celles que l'on souhaite observer, avant d'observer tant les spécificités de la société donnée, ces évolutions et l'impact des technologies, actuel ou potentiel.

- Quels acteurs sont impliqués ?

Deux types d'acteurs sont à identifier : ceux qui vont être associés à la conception, à la mise en œuvre et au fonctionnement de l'observatoire ; ceux pour qui l'observatoire va être d'une certaine utilité sociale et répondre à certains de leurs besoins.

Il faut donc connaître les problèmes que les acteurs sociaux d'un territoire donné ont à résoudre pour qu'ensuite les données et analyses de l'observatoire puissent contribuer à y répondre.

- Quels sont les indicateurs nécessaires ? Sont ils existants ou à construire ?

On doit croiser et/ou construire les indicateurs en fonction des interrogations qu'on se pose ; la démarche serait ainsi : définir la question ou le besoin, identifier les données nécessaires pour y répondre, capitaliser l'existant, compléter, le cas échéant, par d'autres données en concevant de nouveaux indicateurs.

Observer en réseau

Il nous semble indispensable d'ouvrir l'observatoire à une pluralité d'acteurs ;

D'une part, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, il semble nécessaire tant d'identifier les sources et organismes existants que, d'autre part, d'élaborer une stratégie de travail en réseau dans une perspective de coopération des différentes sources.

L'observatoire ne doit pas être la propriété des seuls chercheurs. Dans le champs qui nous intéresse ici, et toujours avec la volonté de donner à voir « les » sociétés de l'information, on doit pouvoir permettre que le savoir savant soit complété par le savoir profane : toute personne doit pouvoir alimenter le système d'observation et d'analyse dans le cadre des normes et règles définies et préalablement connues, garantie de la qualité du contenu.

Il conviendra donc de construire un réseau « d'alimenteurs » qui permet de faire remonter la façon dont chacun se voit et qui en même temps puisse permettre des certifications et des comparaisons.

Il s'agit donc ici de constituer un « maillage » de ceux – institutions et individus – qui travaillent déjà sur des indicateurs et sur l'observation des réalités sociales et ceci tant sur le terrain local qu'au niveau d'une coordination « continentale » ou régionale. Dans son résumé « propositions méthodologiques pour mesurer la transition de l'Amérique Latine vers la société de l'information », le centre argentin REDES souligne « la nécessité de faire intervenir un coordinateur de réseau qui assure la participation harmonieuse des différents agents et crée les conditions d'un consensus sur des règles méthodologiques communes »³⁰

Préalablement à la phase d'observation, dans la mise en place même de l'observatoire, on devra rechercher à rendre le processus aussi collectif que possible, à favoriser une démarche coopérative.

Limites et difficultés de la démarche d'observation

Un certain nombre de difficultés récurrentes à ce genre d'initiative doivent être reconnues de manière à être mieux appréhendées ; les limites principales énoncées ci-dessous devront être complétées par les acteurs impliqués dans ce projet. De même, les solutions à ces difficultés

³⁰ Bianco Carlos, Lugones Gustavo, Peirano Fernando, *L'autre côté du fossé : regards latino-américains et des Caraïbes sur le SMSI*, mars 2003, <http://www.centroredes.org.ar>

devront être recherchées collectivement, préalablement au lancement de l'initiative, par les personnes ayant l'expérience de ce type de travaux.

- Spécificités locales et analyse comparative globale

Comme nous l'avons souligné, il nous semble nécessaire de penser en amont l'utilité sociale avant de construire les indicateurs et d'associer les acteurs pour définir ces indicateurs. Ce faisant, on va renforcer les spécificités des indicateurs en fonction des acteurs, des sociétés et des spécificités locales.

Dès lors, le problème que l'on devra résoudre est celui des analyses comparatives. Si on veut donner à voir les spécificités locales et parallèlement passer du spécifique au général, du local au global, comment peut-on demander à l'observatoire de rendre compte de données qui sont comparables et en même temps singulières ou spécifiques !³¹

- L'absence de moyens et de structures

Dans certains pays ou sur certains territoires, il est très difficile d'identifier les structures compétentes pour mener à bien ce travail d'observation ; ou, si les structures et les compétences existent, les moyens financiers et humains sont très limités.

Il est important de noter qu'en Afrique, il est très difficile de disposer de chiffres. Seule l'observation de terrain est pratiquement possible et les monographies ont un sens pour une zone donnée – de plus, ces analyses de terrain représentent un coût non négligeable !³²

La visualisation des résultats ou présentation des données

Il s'agit ici de la question essentielle du « comment rendre compte ? ».

Le travail sur la forme et la restitution des données est essentiel. Il permet la lecture et la compréhension d'un phénomène.

Un certain nombre d'acteurs ont choisi d'exploiter les ressources de l'hyper texte pour présenter leurs données sous forme de cartes. L'exemple de l'e-atlas porté pour le laboratoire du Gresoc peut être utile à connaître. Les données sont présentées sous forme d'affichage cartographique, dynamique et graphique ; on y retrouve 4 entrées thématiques : politiques publiques, dynamiques économiques, dynamiques sociales (usages) et enfin, société de l'information en chiffres. Les données peuvent revêtir quatre formes : articles dans l'atlas encyclopedique, images commentées, reportages vidéo et études (these, memoire, travaux pour e atlas)³³.

³¹ Il conviendra ici de s'inspirer des outils méthodologiques existants en sociologie, tels les « idéaux types » de Max Weber par exemple

³² Propos repris d'une intervention d'Annie Cheneau Loquay lors du séminaire de Toulouse, mai 2004

³³ <http://www.univ-tlse2.fr/gresoc/eatlas/>

Ce choix est partagé par un certain nombre d'acteurs telle l'association Villes Internet, ou Médiacités en Aquitaine et la cartographie régionale « Localis » ou encore la cartographie de @netville³⁴.

D'autres exemples de cartographies ou de SIG (système d'information géographique) et plus largement toute initiative originale de présentation des données devront être identifiés³⁵.

A noter également que la réponse à la question de la présentation et l'exposition des données doit être adaptée aux acteurs auxquels ces informations sont destinées : ce n'est pas nécessairement via le web, mais peut être faite par la radio, la télévision, le papier, une brochure...

Dans le même sens, un autre problème à résoudre dans cette présentation des données est celui de traduire des données rigoureuses en informations accessibles par tous, en particulier accessibles aux acteurs locaux et décideurs politiques. Il y a ici très souvent conflit entre l'exigence du politique (donner à voir une « certaine » réalité parfois « aménagée ») et l'exigence du chercheur.

- La question de l'interprétation

On va donc alimenter cet observatoire via un réseau d'acteurs mais très vite va se poser la question de la mise en perspective de ces données, celle de l'interprétation socio-anthropologique de la réalité observée.

Il conviendra d'avoir présent à l'esprit que cette interprétation basée sur l'analyse comparative accentue l'approximation des résultats. Cette prudence est d'autant plus nécessaire que l'on sait que la question de la pertinence des indicateurs est entière.

On sait par exemple que si les indicateurs utilisés sont réputés contenir une marge d'erreur de 10% et on va accroître ces marges d'erreurs dès que l'on va s'engager dans des analyses comparatives. La réalité prouve que très souvent on annonce comme des vérités des résultats en réalité très approximatifs.

Par exemple : nous avons comme donnée que 50 % des ménages sont connectés aux États-Unis et que ce chiffre est de 45 % au Canada ; mais on sait que la marge d'erreurs sur ces chiffres est de +/- 4% ; dès lors si on compare les deux chiffres on peut dire que l'interprétation peut accentuer la différence ou au contraire la réduire ! le chiffre de connectivité peut être en réalité plus proche de 49% au Canada et de 46% aux États-Unis !

Autre question récurrente : celle de la fiabilité des sources, des données et toute la question de leur actualisation.

³⁴ <http://villes-internet.net> - <http://www.accespublic-aquitaine.org/> - réseau @netville <http://www.anetville.com/mel/public/anv/>

³⁵ voir les travaux de Sophie Houzet, Loïc Grasland et Marina Dufféal, université d'Avignon, dans colloque de l'INRIA sur « les mesures de l'internet », Nice, mai 2003, <http://www-sop.inria.fr/axis/cmi/>.

Plutôt que des analyses comparatives globales ou parallèlement à ces analyses, il serait préférable de livrer des analyses sur des cas précis, dans une société ou un territoire donné : mode de socialisation, mode d'invention locale territorialisée de cette société de l'information en y associant des acteurs politiques et associatifs locaux.

Par ailleurs, dans le cadre de cette vaste question de l'interprétation, il convient d'être particulièrement vigilant aux sens des mots, très variables selon les territoires et les cultures, et ceci, bien en amont de la démarche, dès la présentation même de la démarche et bien sur, lors de l'élaboration et la mise en œuvre des indicateurs³⁶.

- La pérennité des observatoires

On constate qu'un certain nombre d'observatoires s'arrêtent de fonctionner car les coûts de fonctionnement, de traitement de l'information sont trop lourds.

Il apparaît que les observatoires pérennes sont ceux qui ont comme finalité l'action ; ainsi, ils perdurent dans le temps et poursuivent leurs activités car ils aident à l'action ou répondent à un besoin des acteurs. C'est pourquoi, il nous semble nécessaire que les travaux de l'observatoire soient un déclencheur d'action sur le terrain.

Il apparaît aussi que la pérennité des observatoires est renforcée lorsque la démarche s'appuie sur un multi partenariat.

Des outils favorisant ces partenariats devront être favorisés. Des démarches du type de celle de Wikipedia³⁷ (encyclopédie libre et collaborative en ligne) pourront être examinées avec attention dans la mesure où elles répondent à un objectif de démarche participative et permettent une diffusion libre des résultats du travail.

Car la question des droits attachés à ces données devra également être posée. L'utilisation d'une licence de contenus libre type « creative commons » semble a priori particulièrement adaptée à cette démarche dans la mesure où elle facilite la diffusion et la circulation des savoirs construits collectivement.

- Enfin, « La » question que soulèvent ce projet d'observatoire – et c'est là, tout le passionnant de la démarche – est celle de savoir comment peut on mesurer le non mesurable ! ou encore « sur quelles données s'appuyer lorsqu'on veut mesurer le développement numérique d'un territoire ? » ou « y a t il des indicateurs qui peuvent mesurer l'évolution des représentations ? » et

³⁶ voir le projet « enjeux de mots » des associations Funredès, Vecam et CMIC – www.vecam.org. Voir également les travaux d'Eric George, université d'Ottawa dans colloque de l'INRIA sur « les mesures de l'internet », Nice, mai 2003, <http://www-sop.inria.fr/axis/cmi/>.

³⁷ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil>

“Comment peut on mesurer le degré d’appropriation d’un outil et d’un usage par une population donnée ? »

Ici encore, nous ne pouvons que suggérer l’organisation d’une rencontre de personnes travaillant sur ces questions et dans ces domaines dont les expertises et compétences permettront seules de dépasser les enseignements acquis.

CONCLUSION

Par cet observatoire, il s’agit donc d’utiliser la collecte d’expériences pour permettre de l’analyse macro, transdisciplinaire et interculturelle, devant éclairer et orienter la décision politique. Mais il convient aussi de réunir des matériaux et analyses à l’échelle globale qui permettent de mettre en lumière leurs traductions au local (par exemple, le montant de la masse financière du nombre de brevets du Nord revendus au Sud en relation avec le montant de la dette). L’objectif ultime de la démarche est de provoquer le changement politique et de « faire mouvement ».

Pour permettre d’avancer collectivement dans ce très vaste chantier aux enjeux aussi considérables que ses difficultés, un séminaire de travail pourrait se tenir dans le cadre de la préparation du sommet de Tunis pour identifier les acteurs, les objectifs, les moyens opérationnels et les calendriers. Car une des premières nécessité est de mettre en débat l’ensemble de ces questions. D’où le lancement d’un séminaire préparant une rencontre internationale ; Ce séminaire aurait pour objet de rassembler la recherche disponible sur ces questions, d’en établir une synthèse et de proposer de nouvelles avancées théoriques et méthodologiques. Ce séminaire pourrait également évaluer la préparation d’un “rapport sur le développement humain dans les sociétés de la connaissance” en lien avec le PNUD par exemple et autres organismes intéressés.

Nous l’avons compris : cette initiative est ambitieuse et s’inscrit dans la perspective de l’écologie humaine. Et c’est ce qui la rend passionnante !

BIBLIOGRAPHIE ET REFERENCES

Ouvrages et articles

Bianco Carlos, Lugones Gustavo, Peirano Fernando, *L'autre côté du fossé : regards latino-américains et des Caraïbes sur le SMSI*, mars 2003, <http://www.centroredes.org.ar> ;

Casalegno, Federico, *L'universel avec tonalité. Dynamiques de communication dans les environnements multimedia d'apprentissage*, dans Sociétés n°79, 2/2003, De Boeck éditeur, Techno-communication <http://www.media.mit.edu/~federico> ;

D'Iribarne, Alain, *Les Technologies de l'information dans la cité: vie participative et citoyenneté, dans Transversales Sciences/Culture* - Paris, N°29, mai-juin 1996, pp.27-29 ;

Jacquelain, Laurent, *Les nouveaux pouvoirs de l'internet de la relation*, Transversales, lettre n°5, <http://grit.agence-revolutions.com/pilotage/index.html> ;

Meda, Dominique, *Qu'est ce que la richesse ?*, Flammarion, Paris, 1999 ;

Mottin-Sylla Marie-Hélène, Sèye Sylla Fatimata, K. Ly, Safiet, *Citoyennes africaines dans la société de l'information*, Etudes et Recherche, n°231, Enda Tiers Monde, Dakar <http://www.enda.sn/accueil.html> et <http://www.famafrique.org/regentic/e-citoyennes.pdf> ;

Nordhaus, William D., Tobin, James, *Is Growth Obsolete ?*, Columbia University Press, 1972 ; <http://cowles.econ.yale.edu/P/cp/p03b/p0398ab.pdf>

Raboy, Marc et Landry, Normand, *La communication au cœur de la gouvernance mondiale, enjeux et perspectives de la société civile au SMSI*, Université de Montréal, mai 2004, <http://www.lrpc.umontreal.ca/smsirapport.pdf> ;

Soupizet, Jean-François, *La fracture numérique : mesure et spécificités*, à paraître dans NetSuds n°2, août 2004, <http://www.africanti.org/Revue%20Netsuds/> ;

Rapports et séminaires

Curien Nicolas, Muet Pierre Alain, *La société de l'information*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, la documentation française, Paris, 2004, <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/47.pdf> ;

Heitzmann Raymond, Lenseigne Fabrice et Roussel Patrice, *Mesure statistique de la société de l'information* dans Curien Nicolas, Muet Pierre Alain, *La société de l'information*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, la documentation française, Paris, 2004 ;

Rapport sur le développement humain, 2001 - Human Development Report - 'Making New Technologies Work for Human Development', PNUD, <http://hdr.undp.org/reports/global/2001> ;

Rapport sur le développement humain, 2004, PNUD, <http://hdr.undp.org/reports/global/2004> ;

Viveret, Patrick, *Reconsidérer la richesse*, Rapport pour le secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, la Documentation Française, Paris, 2002, ;

Houzet, Sophie, Grasland, Loïc et Dufféal Marina, Université d'Avignon, dans colloque de l'INRIA sur « les mesures de l'internet », Nice, mai 2003, <http://www-sop.inria.fr/axis/cmi/> ;

George, Eric, Université d'Ottawa dans colloque de l'INRIA sur « les mesures de l'internet », Nice, mai 2003, <http://www-sop.inria.fr/axis/cmi/> ;

Francophonie, « trois espaces linguistiques – 3EL » et Observatoire

www.3el.org

www.3el.org/rubriqueFR.php3?id_rubrique=16

Sites de l'organisation internationale de la francophonie

www.francophonie.org

<http://www.agence.francophonie.org/>

Intif www.intif.francophonie.org/

AUF www.auf.org

Données statistiques

Union internationale des télécommunications

Union Internationale des Télécommunications: «World Telecommunication Development Report, 2003», http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr_02

ITU Digital Access Index: World's First Global ICT Ranking

http://www.itu.int/newsarchive/press_releases/2003/30.html

Organisation des Nations Unies

Groupe de Travail des Nations Unies sur les TIC

<http://www.unictf.org/>

Indicateurs de la UN ICT task force en liaison avec les objectifs du millenium :

<http://www.unicttaskforce.org/perl/showdoc.pl?area=mdgm> ;

Millennium Indicators Database

http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_goals.asp

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Projet Scan IT,

<http://www.uneca.org/aisi> ;

OCDE

OECD Internet Indicators, <http://www.ocde.org>

UNESCO

Observatory of the Information Society, <http://www.unesco.org/webworld/observatory/index.shtml>

Union Européenne

Measuring the information society

http://europa.eu.int/information_society/basics/measuring/text_en.htm

Conseil Européen, résolution 5197/03 du 28 janvier 2003 sur la mise en œuvre du Plan d'Action eEurope 2005, europa.eu.int/comm/enterprise/ict/policy/doc/com_2003_148_fr.pdf

Information society on europa users statistics

http://europa.eu.int/information_society/services/statistics/index_en.htm

Autres

Bridges (2001), Comparison of e-Readiness Assessment Models,
<http://www.bridges.org/index.html>

Université d'Harvard
<http://www.cid.harvard.edu/cr>

Observatoire de la société de l'information - Orbicom
<http://www.orbicom.uqam.ca>

BIP 40 – le baromètre sur les inégalités et la pauvreté
http://www.bip40.org/fr/article.php3?id_article=9

Réseau Africa'nti
<http://www.africanti.org>

Office of International Affairs, National Research Council, USA, Internet Counts: Measuring the Impacts of the Internet, The National Academies Press, 104 pages, 8.5 x 11, 1998.
<http://www.nap.edu/catalog/9845.html>

Canada, Québec: L'Infomètre : La mesure de l'utilisation des technologies de l'information,
<http://www.infometre.cefrio.qc.ca/>

Quelques observatoires

France

Observatoire des pays de la Loire – France
<http://www.synapse.paysdelaloire.fr/Observatoire/Veille+TIC/Synapse+participe/des+r%C3%A9seaux.htm>

Observatoire de la région Bretagne
<http://www.marsouin.org/>

Observatoires de l'Ardesi – Midi Pyrennées
<http://www.ardesi.asso.fr/>

Artesi - Agence régionale des technologies et de la société de l'information – Ile de France
<http://www.artesi.artesi-idf.com/public/>

Observatoire du Conseil Régional de la Réunion
www.protel.fr

Synergie des Observatoires des Usages Régionaux de l'Internet et des Réseaux
<http://www.sourir.org/>

Observatoires régionaux en France
<http://www.telecom.gouv.fr/regional/index.htm>

L'observatoire des télécommunications dans la ville
<http://www.telecomville.org/>

Adminet, le web administratif et citoyen et Observatoire d'observatoires
<http://www.admi.net/obs/>

Observatoire des usages de l'Internet
<http://www.oui.net/modules/mylinks/topten.php?rate=1>

L'Observatoire des Sciences et des Techniques (O.S.T.)
www.obs-ost.fr

Belgique

Observatoire des droits de l'internet – Belgique
<http://www.internet-observatory.be/>

Europe

Observatoire Européen des Espaces Multimédia
[http://www.espaces-multimedia.org/Observatoire iris](http://www.espaces-multimedia.org/Observatoire_iris)
<http://iris.telecomville.org/>

Afrique

Observatoire des Systèmes d'Information, Réseaux et Inforoutes du Sénégal
<http://www.osiris.sn>

Observatoires en Ligne sur les Politiques des TICs
<http://www.apc.org/francais/rights/africa/>

Observatoire en ligne du réseau APC
<http://rights.apc.org>

Autres monographies et cartographies

Projet eatlas
<http://www.univ-tlse2.fr/gresoc/eatlas/>

Réseau Villes Internet
<http://villes-internet.net>

site du gouvernement français à destination des collectivités locales
@netville
<http://www.anetville.com/mel/public/anv/>

Réseau Localis
<http://www.accespublic-aquitaine.org/>

Sur le Sommet mondial sur la société de l'information

Site officiel du sommet
WSIS Official Website <http://www.itu.int/wsis>
Tunisian Secretariat <http://www.smsitunis2005.org>
Site du gouvernement français
<http://smsi.internet.gouv.fr/>
<http://www.adminet.com/cgi-bin/wiki?SMSI>

Société civile
Plenary mailing list
Plenary@wsis-cs.org
<http://mailman.greenet.org.uk/mailman/listinfo/plenary>
WSIS Civil Society Meeting Point

<http://www.wsis-cs.org>
Déclaration de la société civile SMSI phase 1
<http://worldsummit2005.org>

Campagne sur les Droits de la Communication dans la Société de l'Information
<http://www.crisinfo.org>

Carrefour mondial de l'Internet citoyen
<http://www.globalcn.org/fr>

Forum Mondial sur les Droits de la Communication
<http://www.communicationrights.org>

Société Civile pour le SMSI : «Définir des sociétés de l'information centrées sur les besoins des êtres humains»
<http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/civil-society-declaration-fr.pdf>

Société Civile pour le SMSI : «Les 7 principes prioritaires de la Société de l'Information»,
proposés par la société civile.
<http://www.genderit.org/CSW/musthaves.htm>

Société Civile pour le SMSI : «Repères essentiels de la Société Civile pour le SMSI»
http://www.worldsummit2003.de/download_en/CS-Essential-Benchmarks-for-WSIS-14-11-03-final-french.rtf

Secteur Privé
Coordinating Board of Business
<http://www.businessatwsis.net>